



Lettre du

Jour d'après

Comment développer et recréer une économie réelle post crise sanitaire, quelles solutions de terrain ?



Aziz Zenni,

Auteur, écrivain, membre du MEDEF, et entrepreneur.

Il s'implique dans l'investissement en banlieue, avec son fond d'investissement dédié aux banlieues (BAC) et la présidence du Conseil de surveillance de Business Angels des Cités..

Il y a des urgences dues à la situation économique qui ont été amplifiées avec la crise liée au COVID-19 :

Urgences à court terme : situation d'urgence économique, l'impact de la crise sanitaire sur les entreprises est réel, en particulier les plus petites, qui font face à des problèmes de cash, disparition des clients etc. Les moyennes et grandes entreprises ne sont pas en reste.

Urgence sur le long terme : quelles leçons pouvons-nous tirer de cette crise de manière à pouvoir faire face aux crises à venir ? En effet, il est convaincu que le monde fera face à de nombreuses crises à venir et que cette crise n'est que le début d'autres crises à venir.

En tant qu'entrepreneur sur le terrain il fait le constat que de nombreuses entreprises vont être amenées à déposer le bilan d'ici les prochains mois. Si cela ne s'est pas encore produit en masse, c'est grâce aux outils mis en place par l'État (prêts de garantie de l'État etc...). Cependant, comme leurs noms l'indiquent, ce sont des dettes, bien qu'étant des bonnes mesures, elles représentent des reports de charges. Ce qui est emprunté, devra être rendu. La question est donc de savoir si ces entreprises qui ont bénéficié de ces aides, vont être capables de les rembourser dans un délai de 3, 6 mois.

Proposition : Une solution serait de transformer ces PGE (prêts garantis par l'état) en fonds propres I.E. des prises de participation sous forme d'actions dans ces entreprises via des structures telles que la BPI, la Caisse d'Épargne ou autres banques afin d'éviter aux entreprises d'avoir à les rembourser à court, moyen, ou long terme.

Relocalisation : Face à la crise sanitaire et la demande de consommation « made in France », des propositions demandant la relocalisation de certaines activités en France ont émergé comme une solution de sortie de crise. Cette proposition semble bien naïve au regard des habitudes de consommations des français, qui préféreront privilégier la question du prix au simple fait du « made in France ». En effet, sur deux chemises, une made in France faisant le double du prix d'une chemise fabriquée en Asie, le consommateur français favoriserait le produit made in China pour des raisons évidentes d'économie.



Il croit en revanche à la relocalisation intelligente en privilégiant des relocalisations à courte distance, notamment vers le continent voisin ; l'Afrique avec lequel la France via l'Europe n'est éloignée que de 14 km, ce qui reste acceptable en terme de distance de transport et d'impact environnemental (impact carbone limité).

De plus, il existe des liens historiques, affectifs, ainsi que des tarifs compétitifs acceptables qui permettront aux prix final d'être attractif.

D'un point de vue stratégique, la relation à l'Afrique en terme de rapport de force est moins tendu que celui de l'Europe versus la Chine où le rapport de force n'est pas à l'avantage de l'Europe.

Sur le long terme, il faudrait peut-être repenser la valeur travail ainsi que le rapport au travail dans la société tel qu'il existe aujourd'hui.

En effet, la façon de travailler, de s'organiser est d'autant plus remise en question qu'elle ne l'était déjà avec les générations Y et Z qui sont à la recherche de plus de sens et d'un équilibre entre vie privée et vie professionnelle.

Il y a une urgence à adapter les aspirations professionnelles avec les formations académiques telles qu'elles sont dispensées aujourd'hui dans l'éducation nationale pour rendre ces formations plus adaptées aux besoins professionnels.

Le monde s'est totalement transformé, la valeur travail ainsi que l'éducation ont évolué. Il faudrait une ouverture du monde de l'éducation nationale au monde du travail dans les entreprises afin de créer des lieux de rencontre et de co-construction qui permettent de revoir les méthodes d'apprentissage. Il devient urgent de passer des apprentissages théoriques à des modes d'apprentissages plus pragmatiques.



Réfléchir aux questions de fond tel que: « A quoi sert l'école? »

Les nouvelles méthodes d'apprentissage, ne peuvent être réfléchies uniquement par l'éducation nationale. Il en est de même des nouvelles méthodes de travail qui ne doivent pas être pensées uniquement par les entreprises. Les différentes parties prenantes doivent se rencontrer et échanger pour faire émerger de nouvelles méthodes d'apprentissage et de travail. Par exemple, une immersion des enseignants dans les entreprises et vice versa peut être organisée pour aboutir à une co-construction.

La question du droit du travail doit être revue et travaillée.

La question de la fiscalité n'est pas en reste, car la fiscalité reste un frein au développement du travail, la France reste un pays où les taxes sont très élevées. D'autant plus que la qualité de service attendu au niveau administratif, est de loin inférieure au montant des prélèvements.

Des pistes d'économies pourraient être envisagées au niveau des départements en enlevant des couches administratives qui ne servent à rien et qui contribuent à épaissir le millefeuille administratif que l'on connaît aujourd'hui.

Pour finir, l'engagement des hommes politiques démontre que le système doit être revu sur le fond, car on observe des élus qui demeurent plus préoccupés par leur mandature que par l'avenir de leurs administrés.

Proposition: Un mandat unique qui permettrait à un élu de se consacrer plus à sa tâche qu'à sa réélection.